



## CHAPITRE 166

## CHAPTER 166

Loi conférant aux Président et Syndics de la Commune de la Seigneurie de la Baie Saint-Antoine, communément appelée Baie du Febvre, certains droits et pouvoirs dans le cas d'expropriation pour fins d'utilité publique

An Act to grant to the Chairman and Trustees of the Common of the Seigniority of la Baie Saint-Antoine, commonly called Baie du Febvre, certain rights and powers in the case of expropriation for purposes of public utility

[Sanctionnée le 10 février 1955]

[Assented to, the 10th of February, 1955]

Préambule.

**A**TTENDU que les Président et Syndics de la Commune de la Seigneurie de la Baie Saint-Antoine, communément appelée "Baie du Febvre", ont, par leur pétition, représenté:

Que depuis au-delà de deux cent cinquante ans, soit depuis la fondation de la paroisse de la Baie Saint-Antoine, les habitants de la Seigneurie de la Baie Saint-Antoine, communément appelée Baie du Febvre, sont en possession d'un certain territoire connu sous le nom de la Commune, désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Baie Saint-Antoine, comté d'Yamaska, comme étant le numéro 1 dudit cadastre, et formant une étendue de terrain décrite comme suit:

"De figure irrégulière, contenant quatre mille sept cent soixante arpents en superficie, y compris une petite île située dans le lac Saint-Pierre, près de la ligne limitative nord-est de la paroisse;

Bornée en front par le lac Saint-Pierre, en profondeur vers le sud-est par le cordon qui sépare ledit terrain de la concession de la Commune, d'un côté vers le sud-ouest par les numéros 2, 42, 53, 62, 80, 237, 348, 349, 350, 364 et par la ligne limitative de la paroisse, et de l'autre côté, vers le nord-est, par les numéros 44, 46, 290, 315,

Preamble.

**W**HEREAS the Chairman and Trustees of the Common of the Seigniority of la Baie Saint-Antoine, commonly called "Baie du Febvre", have, by their petition, represented:

That for more than two hundred and fifty years, that is since the founding of the parish of la Baie Saint-Antoine, the inhabitants of the Seigniority of la Baie Saint-Antoine, commonly called Baie du Febvre, have been in possession of a certain territory known as the Common, designated in the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of Baie Saint-Antoine, county of Yamaska, as being number 1 of the said cadastre, and being a piece of land described as follows:

"Of irregular shape, containing four thousand seven hundred and sixty arpents in area, including a small island situated in lake St. Peter, near the northeast boundary line of the parish;

Bounded in front by lake St. Peter, in rear towards the southeast by the line of lots which separates the said land from the concession of the Common, on one side towards the southwest by numbers 2, 42, 53, 62, 80 237, 348, 349, 350, 354 and by the boundary line of the parish, and on the other side, towards the north-

353; 357, 369 et la ligne limitative de la paroisse”;

Que la possession et la jouissance des personnes intéressées dans ladite Commune ont toujours consisté et consistent encore à mettre en commun les animaux en pâturage sur tout le territoire de la Commune;

Que les intéressés dans ladite Commune ont toujours agi et ont toujours été considérés comme les véritables propriétaires et possesseurs à titre de propriétaires de ladite Commune et de son territoire, sans revendication ni prétention contraires de qui que ce soit, sans objection ni le moindre obstacle à leurs complètes et paisibles jouissance et possession;

Que par un acte de la Législature du Bas-Canada, adopté en 1822, 2 George IV, chapitre 10, cette dernière a autorisé la création d'un corps politique et incorporé sous le nom de “Président et Syndics de la Commune de la Seigneurie de la Baie Saint-Antoine, communément appelée Baie du Febvre”, ayant succession perpétuelle, avec pouvoir de se nommer et de s'adjoindre un greffier, pour représenter les intéressés dans ladite Commune, pour diriger et conduire les affaires relatives à ladite Commune, aux termes dudit acte et pour les fins mentionnées audit acte;

Que par un autre acte de la Législature du Bas-Canada, adopté en mars 1824, 4 George IV, chapitre 26, les “Président et Syndics de la Commune de la Seigneurie de la Baie Saint-Antoine, communément appelée Baie du Febvre”, ont été autorisés et ont reçu pouvoir, d'après les termes même dudit acte, de transiger, contracter, traiter et conclure, aux termes et conditions que les parties intéressées conviendront entr'elles, avec toutes personnes qui seront propriétaires ou seigneurs d'aucune terre touchant ou avoisinant ladite Commune ou empiétant sur icelle, aux fins de terminer toute dispute concernant leurs limites respectives sur ladite Commune et régler les limites de ladite Commune;

Que par le même acte, 4 George IV, chapitre 26, le Président et les Syndics ont été expressément autorisés, par et du consentement de la majorité des pro-

east, by numbers 44, 46, 290, 315, 353, 357, 369 and the boundary line of the parish”;

That the possession and enjoyment of the persons interested in the said Common have always consisted and still consist in putting cattle to graze together over the whole territory of the Common;

That the persons interested in the said Common have always acted and been considered as the real owners holding the said Common and its territory by proprietary title without contrary claim or pretension by any one and without objection or the least obstacle to their complete and peaceful enjoyment and possession;

That by an act passed in 1822, 2 George IV, chapter 10, the Legislature of Lower Canada authorized the creation of a body politic and incorporated under the name of the “Chairman and Trustees of the Common of the Seigneurie of la Baie Saint-Antoine, commonly called La Baie du Febvre”, having perpetual succession, with power to appoint and engage the services of a clerk to represent the persons interested in the said Common, to direct and manage the business relating to the said Common, under the terms of the said act and for the purposes therein mentioned;

That by another act of the Legislature of Lower Canada, passed in March, 1824, 4 George IV, chapter 26, the “Chairman and Trustees of the Common of the Seigneurie of la Baie Saint-Antoine, commonly called Baie du Febvre”, were authorized and empowered, by the terms of the said act, to transact, contract, negotiate and make agreement, on such terms and conditions as the interested parties might agree upon, with any persons who shall be owners or seigniors of any land adjoining or near the said Common or encroaching on the same, in order to terminate any dispute as to their respective limits on the said Common and to fix the limits of the said Common;

That by the same act, 4 George IV, chapter 26, the Chairman and Trustees were expressly authorized, by and with the consent of the majority of the pro-

priétaires de ladite Commune, à concéder à telle personnes et à telles conditions et reconnaissances qu'ils jugeront expédient en lots n'excédant pas en tout un quart d'icelle, à telle rente foncière qui pourra être jugée raisonnable et ira dans le fond de ladite corporation, et sera dûment employée par ladite corporation aux fins des dépenses encourues ou qui seront encourues ci-après pour les fins dudit acte ou autres fins pour l'intérêt général des personnes intéressées dans ladite Commune;

Qu'il était stipulé aux deux actes de la Législature ci-dessus mentionnés que les pouvoirs et autorités conférés par ces actes ne pourraient être exercés que jusqu'au premier jour de mai 1843, mais que ces pouvoirs, droits et autorités ont été par la suite, à plusieurs reprises et à diverses périodes, continués jusqu'en 1876 alors que, par l'acte 40 Victoria chapitre 28, ils ont été déclarés permanents;

Que de plus, par contrat passé devant les notaires Leblanc et Robin, le 12 août 1824, tous les co-seigneurs et propriétaires de la Seigneurie de la Baie Saint-Antoine ont convenu, avec le Président et les Syndics de la Commune et pour donner suite aux deux dits actes de la Législature, 2 George IV, chapitre 10 et 4 George IV, chapitre 26, de déterminer et ont déterminé les limites et l'étendue de la Commune de la Baie Saint-Antoine, en alléguant dans ledit contrat la difficulté pour les parties de trouver les originaux ou copies authentiques des titres, et en déclarant et reconnaissant expressément que le terrain ou fond du terrain appartenait à ladite Commune et à ses intéressés;

Qu'il était mentionné audit contrat que les rentes stipulées dans les actes de concession que le Président et les Syndics de ladite Commune pourraient consentir, seraient payables aux seigneurs ou propriétaires de ladite Seigneurie de la Baie Saint-Antoine; que néanmoins très peu de ces rentes furent payées auxdits seigneurs ou propriétaires, qui, finalement, s'en sont complètement désintéressés, et que de fait aucune de ces rentes ne fut payée ni réclamée depuis au-delà de quarante ans;

prietors of the said Common, to concede to such persons and on such terms, conditions and acknowledgments as they may deem expedient, in lots of not exceeding in the whole one fourth part thereof, at such ground rent *rente foncière*, as may be thought reasonable which ground rent, *rente foncière*, shall go into the funds of the said corporation, and be by the said corporation, duly employed in the payment of expenses incurred or to be hereafter incurred, relating to the purposes of this act, or other purposes for the general interest of those concerned in the said Common;

That it was stipulated in the two above mentioned acts of the Legislature that the power and authority granted by the said acts might be exercised only until the first day of May, 1843, but such powers, rights and authority were thereafter on several occasions and at various periods continued until 1876, when by the act 40 Victoria, chapter 28, they were declared permanent;

That furthermore, by contract passed before notaries Leblanc and Robin on the 12th of August, 1824, all the joint seigniors and owners of the Seigniorie of la Baie Saint-Antoine agreed, with the Chairman and Trustees of the Common and to give effect to the said two acts of the Legislature, 2 George IV, chapter 10 and 4 George IV, chapter 26, to determine and they did determine the limits and area of the Common of la Baie Saint-Antoine, stating in the said contract the difficulty which the parties had to find the originals or authentic copies of the titles, and expressly declaring and acknowledging that the land or estate belonged to the said Common and the persons interested therein;

That it was mentioned in the said contract that the rents stipulated in the concession deeds which the Chairman and Trustees of the said Common might grant, should be payable to the seigniors or owners of the said Seigniorie of la Baie Saint-Antoine; but very few of such rents were paid to the said seigniors or owners who finally lost all interest therein, and none of such rents have actually been paid or claimed for over forty years;

Qu'il résulte de la réalité des faits aussi bien que des termes desdits actes de la Législature et du contrat ci-dessus mentionné que, même s'il est difficile, par les seuls actes connus et enregistrés, d'établir positivement le titre à la propriété de la Commune, les co-propriétaires de droits dans la Commune ont, néanmoins, toujours été considérés et doivent être considérés comme les propriétaires indivis et possesseurs à titre de propriétaires du terrain de la Commune; qu'il n'y a pas d'autres personnes intéressées à la Commune et à la propriété du territoire de la Commune que les détenteurs actuels de droits et de parts dans ladite Commune, au nombre de 262 pour 144 parts de droits;

Que depuis l'acte 2 George IV, chapitre 10, les habitants et co-propriétaires de droits dans ladite Commune ont toujours été et sont encore représentés par le corps politique dont la constitution en corporation avait été autorisée par ladite loi, composé d'un Président et de quatre Syndics, agissant, administrant et conduisant les affaires relatives à ladite Commune sous le nom de "Président et Syndics de la Commune de la Seigneurie de la Baie Saint-Antoine, communément appelée Baie du Febvre";

Qu'il y a plus de deux ans, le Gouvernement fédéral, par le ministère de la défense nationale, et pour des fins de défense nationale, a pris possession et s'est emparé de 3,700 arpents en superficie du terrain de ladite Commune sur 5,000 arpents qui constituaient alors son étendue, privant ainsi pour toujours les détenteurs de droits dans la Commune de la propriété, de la possession et jouissance de cette partie de terrain de la Commune ainsi prise, et leur causant des dommages donnant droit à indemnité et compensation;

Que le ministère de la défense nationale se déclare prêt à indemniser les co-propriétaires de droits dans ladite Commune, sur expropriation ou par entente à l'amiable, de la valeur du terrain qu'il a pris ou qu'il pourra prendre à l'avenir, et des dommages causés, pourvu que les co-propriétaires de droits, représentés par le Président et les Syndics de ladite Commune, soient en état de donner et fournir titre de propriété et quittance qui soient valides;

That from the actual facts as well as from the terms of the said acts of the Legislature and the above mentioned contract, it follows that, even if it is difficult, by the only deeds known and registered, to establish positively the title of ownership to the Common, the joint owners of rights in the Common have, nevertheless, always been considered, and must be considered as the undivided owners and holders by proprietary title of the land of the Common; that no other persons are interested in the Common and in the ownership of the territory of the Common than present holders of rights and shares in the said Common, to the number of 262 for 144 shares of rights;

That since the act 2 George IV, chapter 10, the inhabitants and joint owners of rights in the said Common have always been and are still represented by the body politic the incorporation of which was authorized by the said act, composed of a Chairman and four Trustees, acting, administering and managing the business relating to the said Common under the name of the "Chairman and Trustees of the Common of the Seigniorie of la Baie Saint-Antoine, commonly called Baie du Febvre";

That over two years ago, the Federal Government, through the Department of National Defence, and for national defence purposes, took possession of and secured an area of 3,700 arpents from the land of the said Common out of the 5,000 arpents which it comprised at the time, thus forever depriving the holders of rights in the Common of the ownership, possession and enjoyment of such part of land of the Common so taken, and causing them damages entitling them to indemnity and compensation;

That the Department of National Defence declares that it is willing to indemnify the joint owners of rights in the said Common, upon expropriation or by private agreement, for the value of the land which it has taken or may hereafter take, and for the damages caused, provided that the joint owners of rights, represented by the Chairman and Trustees of the said Common, be in a position to give and furnish a valid title of ownership and a binding discharge;



Qu'il est juste et opportun que les détenteurs de droits dans ladite Commune, représentés par le Président et les Syndics, les pétitionnaires, soient indemnisés des pertes et dommages qu'ils subissent ou subiront dans l'avenir;

Qu'à ces fins, les pétitionnaires, dûment autorisés aux présentes par les intéressés dans les droits de ladite Commune, demandent respectueusement qu'une loi soit adoptée, autorisant lesdits Président et Syndics à retirer pour lesdits détenteurs de parts et de droits dans ladite Commune les indemnités qui peuvent et pourront leur être dues par suite de toute expropriation pour fins d'utilité publique, à en poursuivre le recouvrement, si nécessaire, par toutes voies légales, à transiger et faire toute entente avec qui de droit, pour tous montants qu'ils croiront juste et équitable d'accepter dans l'intérêt des co-propriétaires de droits dans la Commune; autorisant aussi, dans tels cas, lesdits Président et Syndics de ladite Commune à consentir et donner à qui de droit, sous leur nom corporatif, sur paiement de tous dommages et indemnités dus, par entente à l'amiable ou sur expropriation, titre de propriété et quittance valides; lesdits détenteurs de droits dans la Commune devant être considérés comme étant et ayant toujours été les co-propriétaires indivis de la Commune et de son terrain;

Que les pétitionnaires soumettent respectueusement que, pour éliminer tout doute quant aux droits et pouvoirs des "Président et Syndics de la Commune de la Seigneurie de la Baie Saint-Antoine, communément appelée Baie du Febvre", il convient qu'une loi soit adoptée pour les fins ci-dessus mentionnées;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenu dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Par la présente loi, les "Président et Syndics de la Commune de la Seigneurie de la Baie Saint-Antoine, communément appelée Baie du Febvre", sont autorisés à retirer pour les détenteurs de

That it is fair and expedient that the holders of rights in the said Common, represented by the Chairman and Trustees, the petitioners, be indemnified for the losses and damages which they suffer or may hereafter suffer;

That for such purposes the petitioners, duly authorized by the persons interested in the rights of the said Common, have respectfully prayed that an act be passed to authorize the said Chairman and Trustees to obtain for the said holders of shares and rights in the said Common the indemnities which may be or become due to them in consequence of any expropriation for purposes of public utility, to take proceeding for the recovery thereof, if necessary, by any legal means, to transact and enter into any agreement with the proper persons for any amounts which they shall deem it fair and equitable to accept in the interest of the joint owners of rights in the Common; also to authorize, in such cases, the said Chairman and Trustees of the said Common to grant and give to the proper persons, in their corporate name, upon payment of all due damages and indemnities, by private agreement or upon expropriation, a valid title of ownership and a binding discharge; the said holders of rights in the Common to be considered as being and as always having been the undivided joint owners of the Common and its land;

That the petitioners have respectfully submitted that, in order to remove all doubt as to the rights and powers of the "Chairman and Trustees of the Common of the Seigniorie of la Baie Saint-Antoine, commonly called Baie du Febvre", it is expedient that an act be passed for the above mentioned purposes;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. By this act, the "Chairman and Trustees of the Common of the Seigniorie of la Baie Saint-Antoine, commonly called Baie du Febvre", are authorized to obtain for the holders of rights and

Indemnités autorisées.

In demnities authorized.

droits et de parts dans la Commune de la Seigneurie de la Baie Saint-Antoine, communément appelée Baie du Febvre, les indemnités qui peuvent ou pourront leur être dues pour prise de possession de terrain ou tous autres dommages, par suite de toute expropriation pour fins d'utilité publique; à en poursuivre, si nécessaire, le recouvrement par toutes voies légales; à vendre, transiger et faire toute entente avec qui de droit, aux mêmes fins d'utilité publique.

shares in the Common of the Seigniorship of la Baie Saint-Antoine, commonly called Baie du Febvre, the indemnities which may be or become due to them for the taking of possession of land or any other damages, in consequence of any expropriation for purposes of public utility; to take proceedings for the recovery thereof, if necessary, by any legal means; to sell, transact and make any agreement with the proper persons for the same purposes of public utility.

Quit-  
tances.

**2.** Dans le cas de telles ventes, ententes, transactions ou d'expropriation pour fins d'utilité publique, concernant le terrain ou partie du terrain de la Commune de la Seigneurie de la Baie Saint-Antoine, communément appelée Baie du Febvre, les "Président et Syndics de la Commune de la Seigneurie de la Baie Saint-Antoine, communément appelée Baie du Febvre", ont, par la présente loi, le droit et pouvoir de consentir, donner et signer, sous leur nom corporatif, sur paiement de tous dommages et indemnités dus, quittance valide à toutes fins que de droit; ils ont le droit et pouvoir de consentir et de signer, sous leur même nom corporatif, tous actes de vente et de transmission de propriété, conférant à tout acquéreur du terrain ou partie de terrain de ladite Commune, un titre translatif de propriété absolu et définitif.

**2.** In the case of such sales, agreements, transactions or expropriation for purposes of public utility, respecting the land or part of the land of the Common of the Seigniorship of la Baie Saint-Antoine, commonly called Baie du Febvre, the "Chairman and Trustees of the Common of the Seigniorship of la Baie Saint-Antoine, commonly called Baie du Febvre" have, by this act, the right and power to grant, give and sign, in their corporate name, upon payment of all damages and indemnities due, valid discharges for all legal purposes; they have the right and power to grant and to sign in their corporate name, all deeds of sale and of transfer of ownership conferring on any purchaser of the land or part of the land of the said Common, an absolute and final title of conveyance of ownership.

Proprié-  
taires.

**3.** Pour les fins des actes et contrats mentionnés aux articles précédents de la présente loi, et pour fins de toutes procédures en expropriation, lesdits "Président et Syndics de la Commune de la Seigneurie de la Baie Saint-Antoine, communément appelée Baie du Febvre", sont, par la présente loi, considérés comme étant et comme ayant toujours été les propriétaires du terrain de ladite Commune et des droits dans ladite Commune.

**3.** For the purposes of the deeds and contracts mentioned in the preceding sections of this act, and for the purposes of any proceedings in expropriation, the said "Chairman and Trustees of the Common of the Seigniorship of la Baie Saint-Antoine, commonly called Baie du Febvre" are, by this act, considered as being and as having always been the owners of the land of the said Common and of the rights in the said Common.

Entrée en  
vigueur.

**4.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

**4.** This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming  
into force.